

Marc Fontrier

La crise de 1963-1964 en Ogadén

In: Annales d'Ethiopie. Volume 20, année 2004. pp. 181-194.

Citer ce document / Cite this document :

Fontrier Marc. La crise de 1963-1964 en Ogadén. In: Annales d'Ethiopie. Volume 20, année 2004. pp. 181-194.

doi: 10.3406/ethio.2004.1074

 $http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ethio_0066-2127_2004_num_20_1_1074$



(BY) (\$)

LA CRISE DE 1963-1964 EN OGADÉN

Marc Fontrier

Dans l'espace somali, au lendemain de la Seconde guerre mondiale, l'Ogadén l' est réoccupé sans incident par les Éthiopiens; l'Angleterre qui conserve son droit de regard sur le Somaliland, le Hawd et la Reserved Area, s'abstient d'y déployer une présence militaire; dans le Sud-Est, l'assemblée générale des Nations unies décide le 21 novembre 1949 de confier l'administration de la Somalia à l'Italie, pour une période de dix ans.

En 1954, les premières tensions révélatrices d'une crise profonde apparaissent dans la région. La rétrocession aux Éthiopiens du Hawd et du reste de la Reserved Area sans consultation des populations intéressées est très mal accueillie par les partisans de la Grande Somalie qui accusent les Anglais de trahison. Les clans locaux s'unissent pour former une coalition de partis mécontents, le National United Front. Avec l'appui de quelques Britanniques, ce mouvement se lance dans une campagne active qui vise à récupérer le Hawd et à obtenir l'émancipation du Somaliland. À l'approche de son avènement, l'administration anglaise se retire définitivement de la Reserved Area, le 15 avril 1960.

Après que Londres eut accordé l'indépendance au territoire le 26 juin, son ancienne colonie décide de se rattacher à l'ex-Somalia Italiana. Lorsque la République de Somalie, née de ce rapprochement, est proclamée le 1er juillet de la même année, l'idée de la Grande Somalie a déjà largement fait son chemin. Proclamée comme un dogme par le gouvernement de Mogadiscio (Muqdashu) et les partis politiques, elle est adoptée avec enthousiasme par l'ensemble de la population. Son émergence traduit pourtant davantage le souci de délimiter approximativement un espace où il n'y aura plus que des Somali que le véritable désir de vivre paisiblement un développement collectif. Le pansomalisme n'en va pas moins constituer la seule idée-force commune à tous les citoyens de la jeune république, terriblement divisée par ailleurs selon les appartenances claniques.

À Addis Abäba, le danger représenté par ces dispositions belliqueuses de Mogadiscio n'a pas échappé à Haylä-Sellasé pour lequel la fusion de la Somalia et du Somaliland est en soi une manière d'échec. Déjà en 1949,

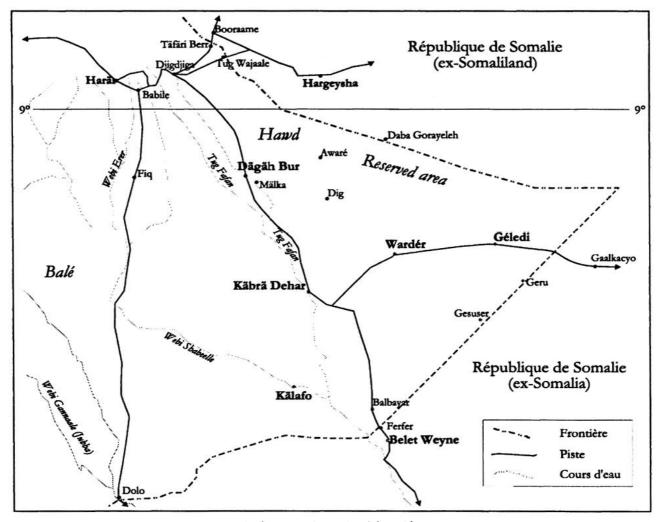
^{1.} Nous utiliserons la translittération de l'amharique Ogadén pour désigner la région éthiopienne qui s'étend au sud-est du Harärgé et conserverons le terme somali *Ogadeen* pour la distinguer de la grande tribu de la confédération darod (daarood) qui l'occupe. Lors de leur première rencontre, l'orthographe ordinaire des principaux noms somali est précisée entre parenthèses.

lorsque l'assemblée générale des Nations unies avait donné à l'Italie mandat pour qu'elle mène son ancienne colonie à l'émancipation, l'empereur avait tenté sans succès une ultime manœuvre auprès de l'ONU afin de s'en voir attribuer la charge..

À l'intérieur de l'Éthiopie, la question de l'Ogadén qui surgit avec acuité au moment où la république de Somalie est proclamée s'insère en réalité dans un mouvement d'opposition plus vaste. Touchant des populations qui subissent sans l'accepter la domination éthiopienne, il rassemble les peuples musulmans des marches orientales de l'Empire: Oromo du Balé¹, des Arusi et du Harärgé, Somali de l'Ogadén et de ses marches, le Hawd et la Reserved Area.

L'organisation administrative et militaire de l'Ogadén

Jusqu'en 1962, Addis Abäba se contente d'administrer directement l'Ogadén. Depuis 1956, l'empereur s'est efforcé de se concilier les chefs coutu-



1. La province de l'Ogadén.

^{1.} Entre 1963 et sa reddition en 1970, le chef de guerre Waaqo Guuntu fera régner l'insécurité à partir de ses maquis du Balé.

miers et les notables par une série de mesures. Les irréductibles comme les sultans Bihi et Af Waraaleh ont été expulsés et se sont réfugiés en république de Somalie sur le point d'être proclamée. Les autres, à l'instar du sultan Abdillahi Farah dit Agooleh (suldaan Cabdilaahi Faraax), ont reçu des titres éthiopiens, balambaras, qegnazmatsh, gerazmatsh ainsi que des fonctions locales qui leur assurent une rétribution régulière. En même temps, par l'intermédiaire du Point IV américain, un programme de mise en valeur a été mis sur pied et annoncé par Haylä-Sellasé au cours d'une visite dans cette région où tout reste à faire. Car si le projet prévoit bien la construction de routes, d'écoles, d'hôpitaux et le creusement de puits, sa réalisation ne cesse de se heurter à l'incompétence et à l'incurie de certains administrateurs amhara.

L'empereur n'en a pas moins montré par ces démarches l'intérêt qu'il portait au bien-être de ses sujets somali. Après avoir pris les dispositions jugées nécessaires au succès de son entreprise de développement de la région, il décide en août 1961 d'établir une province de l'Ogadén. Pour répondre aux souhaits des notables somali, elle sera distincte de celle de Harär mais elle restera néanmoins administrativement rattachée à son gouvernorat. Derrière toutes ces concessions en effet, la machine impériale à «amhariser» est en route. Le projet établi par le colonel Käflä Ergetu, gouverneur du Harärgé, définit les limites de la nouvelle province: frontière avec la république de Somalie-wabi Shabeelle et wabi Erer-9e parallèle. La capitale est fixée à Käbrä Dehar (Qabri Daharre). Le gouverneur sera un fonctionnaire amhara assisté d'un adjoint ogaadeen, la province est découpée en cinq districts : Käbrä Dehar, Dägäh Bur (Dhegeh Buur), Wardér (War dheere), Kälafo (Qallaafo) et Géladi (Geledi). Les chefs en seront somali et rempliront toutes les fonctions administratives; ils disposeront d'une police municipale de recrutement local dont les cadres seront amhara. Chaque district englobera un certain nombre de cercles administrés par des notables du cru. La police de la frontière relèvera du gouverneur général de Harär et la 3e Division d'Infanterie 2 continuera d'assurer la sécurité des deux provinces. Le projet précise également que la ville de Djigdjiga (Jigjiga) qui contrôle la route du Somaliland restera rattachée au Harärgé. Ainsi, au début de 1962, le pays des Ogaadeen devient-il officiellement le cœur d'une réalité administrative. Appuyé à l'ouest sur les populations oromo, il engerbe au nord une zone de transhumance traditionnellement dévolue aux Issaq (Yisxaaq), à l'est une partie des clans darod bidyahan (bicidyahaan)³, dulbahante (dhulbahante) et marehan (mareeexaan), quelques familles rahanwein (raxaanweyn) au sud. Le brigadier général Abbäbä Käbbädä est désigné comme gouverneur, de nombreux fonctionnaires ogaadeen sont nommés.

^{1.} En 1964, l'administration locale éthiopienne est composée de 14 provinces, 98 districts ከውረጃ ::[amh. awraja] et 444 cercles ወረዳ ::[amh. wäräda]. Les 1328 arrondissements ሙቲዝለ : ወረዳ ::[amh. mätäkkäl wäräda] tendent à disparaître en tant que circonscriptions administratives.

^{2.} እንበሳ ፡ ዝፍለ ፡ ጦር ፡፡ [amh. anbässa keflä tor] : la division du «Lion».

^{3.} Apparentés aux Madjeerteen.

Par ailleurs, d'importants avantages matériels sont encore consentis par le gouvernement impérial: la province est pratiquement exonérée d'impôts et les traitements des fonctionnaires somali sont plusieurs fois supérieurs à ceux de leurs collègues éthiopiens; des crédits sont débloqués pour relancer le plan d'équipement. De la sorte, lorsqu'en août 1962 l'empereur se déplace dans la nouvelle province où il inaugure écoles et hôpitaux, un excellent accueil lui est partout réservé – sauf à Kälafo dans l'extrême Sud. Globalement satisfait, le monarque estime qu'avec six députés et un sénateur, les intérêts des Somali éthiopiens sont largement représentés. Or cette même conviction le conduit aussi à réprimer, en Ogadén comme ailleurs, les initiatives inspirées par l'expression d'un nationalisme ethnique susceptible d'attenter à l'intégrité du pays. À cause de cette faute d'appréciation, une atmosphère délétère se répand en moins d'un an sur la contrée où la situation va se détériorer jusqu'à complètement basculer dans la guerre.

Les causes lointaines de la crise: l'irrédentisme somali

Pourtant, la rébellion qui ensanglante l'Ogadén à l'été 1963 résulte avant tout de l'hostilité séculaire qu'entretiennent les nomades somali à l'encontre des étrangers qui tentent d'imposer leur domination sur le pays.

On sait que le nationalisme pansomali, embryonnaire depuis Mohamed Abdullahi Hasan¹, le Mad Mullah des Anglais, n'est véritablement apparu qu'après la Seconde guerre mondiale. Mais en 1961, poussé par son opinion publique, le jeune gouvernement de Mogadiscio est amené à prendre explicitement position. Au Parlement, les régions non somaliennes peuplées de Somali sont déclarées terra irredenta. L'Ogadén éthiopien, le Northern Frontier District kenyan et même la Côte française des Somalis sont explicitement revendiqués. Incapable cependant de s'en emparer par la force, le nouvel État est réduit à y susciter sinon à y soutenir des mouvements pansomali qui s'opposent aux régimes établis. En Éthiopie, des agitateurs organisés depuis Mogadiscio travaillent tout particulièrement les clans ogaadeen. En cela, ils sont fortement relayés par l'individualisme et le sens du lignage qui règle l'existence des familles nomades.

Soutien aussi paradoxal que malvenu, la politique d'assimilation menée par l'administration d'Addis Abäba manque souvent de discernement et finit par dynamiser leur action centrifuge. Elle atteste régulièrement d'une méconnaissance profonde de la situation locale et accumule les erreurs. Les fonctionnaires envoyés dans la province somali sont généralement de valeur médiocre; il faut dire que peu de candidats se pressent pour servir dans cette région torride, aussi lointaine que déshéritée.

L'ambiance qui règne au sein de la fonction publique n'en est donc que plus exécrable: les fonctionnaires amhara placés sous les ordres de supérieurs somali les critiquent ouvertement, exécutant mal ou pas du tout les ordres reçus. Quant aux fonctionnaires somali eux-mêmes, ils sont en butte aux revendications et

^{1.} Maxamed Cabdille Xasan (1856 ou 1864-1920).

souvent aux insultes de leurs propres administrés. Dans des conditions aussi difficiles, il est aisé de comprendre que beaucoup accordent une oreille attentive à la propagande anti-éthiopienne de Mogadiscio.

Une telle animosité chronique n'est pas sans conséquence. Les projets de mise en valeur de la région traînent en longueur; les retards pris par les chantiers résultent autant de la précarité du réseau de communication que de l'incompétence et de la paresse de ceux qui en ont la charge.

Dans un registre différent enfin, l'influence de l'Égypte se fait sentir par l'intermédiaire du nagr allah, mouvement politico-religieux dont le siège local est implanté à Käbrä Dehar. L'organisation recrute ses membres parmi ceux qui ont reçu quelque instruction, les fonctionnaires au premier chef; les recrues sont tenues de prêter serment sur le Coran et de se déclarer fedayin et « volontaires de la mort », ce qui n'est jamais de très bon augure.

Les causes immédiates : la naissance de la Somalie

La propagande somalienne qui s'est intensifiée depuis la veille de l'indépendance vise bien à déclencher un vaste soulèvement en Ogadén. Un comité clandestin a été mis sur pied à cette intention. L'effet recherché est sans équivoque: obtenir un retentissement significatif d'ici l'ouverture de la conférence qui doit donner naissance à l'Organisation de l'unité africaine (OUA). À cette occasion, Mogadiscio compte poser le problème des minorités somali aux représentants de l'Afrique rassemblés.

Certaines décisions d'Addis Abäba encouragent singulièrement l'irrédentisme et les velléités sécessionnistes. Au mois d'avril 1960 en particulier, les Éthiopiens décident d'interdire aux nomades venus du Somaliland l'accès à la Reserved Area. Un no man's land est institué sur toute sa longueur. Jusqu'alors, la convention anglo-éthiopienne de 1944 garantissait aux bergers et à leurs troupeaux le libre passage de part et d'autre de la frontière. Addis Abäba annonce que l'accord sera considéré comme caduc à compter du 26 juin 1960, date de l'indépendance du Somaliland. Les mouvements de population et de bétail à travers la zone seront interdits. Par cette attitude intransigeante vis-àvis des clans frontaliers, les Éthiopiens s'efforcent d'isoler leurs ressortissants de l'Ogadén des influences étrangères centrifuges et entendent ainsi les préserver de ces idéaux nationalistes qui viennent de favoriser la naissance de la Somalie.

Au mois de juillet 1960, un incident d'une certaine gravité se produit du côté des marches éthiopiennes. Il est suivi d'un autre en février 1961 puis d'un autre encore en avril. La reprise de la transhumance par les nomades qui ignorent ou se plaisent à ignorer les nouvelles prescriptions d'Addis Abäba déclenche de violents affrontements avec les troupes impériales. Ce sont les premiers d'une série qui conduira à la crise de 1963 proprement dite.

Car la tension dès lors ne cesse de monter. Au milieu de l'année 1962, la radio de Mogadiscio accuse clairement le gouvernement impérial d'avoir voulu faire assassiner le président somalien, allégations reprises par le ministre de l'Information. Face au danger que représente désormais le mouvement pansomali, deux tendances se dessinent à Addis Abäba quant aux moyens à

mettre en œuvre afin d'aller à son encontre: le général Märed et bon nombre des cadres de l'Armée sont tentés par la manière forte et enclins à répondre à chaque tentative de subversion par une répression immédiate et sévère; l'autre parti suggère qu'il soit trouvé des solutions plus diplomatiques. Pour les affaires qui ont un caractère d'intrusion ou d'intervention étrangère et se situent dans la région limitrophe, tous s'accordent sur la nécessité d'une réaction vigoureuse. À l'aplomb de ce point de vue partagé, une station radio est installée à Harär; son rôle est de répliquer à la propagande diffusée depuis Hargeisha et Le Caire.

Il faut aussi noter que tous ces nuages apparaissent à un moment où le pouvoir central est fragilisé. Sur le plan personnel, l'empereur qui a été très affecté par le décès accidentel de son second fils, le prince Mäkwännen, vient également de perdre sa femme, l'impératrice Mänän; sur le plan politique enfin, il a essuyé en décembre 1960 une tentative de coup d'État dans laquelle certains de ses proches ont été compromis.

Les prémices de la crise

En février 1963, de violentes manifestations en faveur de la Grande Somalie se déroulent à Mogadiscio. Les ambassades d'Éthiopie et de Grande-Bretagne sont attaquées par la foule et subissent des dégâts.

Un mois plus tard, lorsque le gouvernement d'Addis Abäba décide de percevoir une taxe de 300 000 dollars sur les têtes de bétail, la mesure est à son comble. Parmi les populations nomades, particulièrement concernées car jusqu'alors exemptes d'impôts, le mécontentement perceptible depuis quelque temps se transforme en violence. Sur fond de propagande anti-éthiopienne, l'affaire change rapidement de dimension.

Le 15 mars 1963, deux agitateurs sont arrêtés à Babilé par la police de l'empereur. Porteurs de tracts et de brochures édités en république de Somalie, il est rapidement établi qu'ils appartiennent à une organisation secrète. Commandée depuis Mogadiscio, elle a pour dessein de déclencher un soulèvement de l'Ogadén. Sèchement interrogés par les Éthiopiens, les deux hommes donnent les noms de quelques fonctionnaires darod qui participent au complot. Deux d'entre eux sont arrêtés. Le gouverneur adjoint de la province, le *fitawrari* Dälänä Raflé, est placé en résidence surveillée à Addis Abäba. Alertés à temps, onze autres notables et agents de l'État dont plusieurs chefs de districts parviennent à s'enfuir: les uns passent en république de Somalie, d'autres, le chef du district de Dägäh Bur, Mukhtar Dahir en particulier, prennent la brousse. Parmi les fugitifs, on remarque encore Hasan Sheek Abdulle (Xasan Sheekh Cabdulle) qui tente en se réclamant de la descendance du Mad Mullah de donner à la révolte sa légitimité.

L'insurrection surprise préparée par Mogadiscio n'en a pas moins fait long feu. Aussi, pendant la conférence des chefs d'États africains qui se déroule du 22 au 26 mai 1963 à Addis Abäba, le calme règne-t-il en Ogadén. Cette réunion qui aboutit à l'adoption de la Charte de l'OUA contraint même le gouvernement somalien à accepter un accord satisfaisant pour l'Éthiopie. La sévère condam-

nation de ses menées expansionnistes par les puissances africaines l'oblige à infléchir explicitement son attitude; il lui appartient désormais de pratiquer une politique de bon voisinage et de cesser d'apporter son concours officiel aux tribus révoltées.

Le gouvernement impérial saisit cette opportunité pour entamer des conversations avec son dangereux voisin. En mai 1963, elles conduisent laborieusement à un semblant d'accord dans le cadre duquel chacun s'engage à mettre fin à toute propagande par voie de presse et surtout de radio. À l'épreuve, les résultats se révèlent médiocres. Comme on pouvait s'y attendre, l'aide à la rébellion continue en sous-main, de façon discrète, par le canal des clans frontaliers, des partis politiques et des associations. Naturellement, ce soutien s'effectue la plupart du temps sous le regard complaisant des fonctionnaires ou militaires somali.

Marri, le gouvernement de Mogadiscio a conscience d'avoir laissé échapper le moment opportun mais choisit provisoirement de s'incliner. Sur le terrain, en Ogadén, il exécute publiquement ses nouveaux engagements et envoie même de timides exhortations au calme. En vain, il est vrai : les chefs des partis en dissidence ont déjà réuni leurs troupes et sont passés à l'action. Quelques incidents ont encore lieu au mois de juin avant que le violent accrochage qui se produit le 29 août près de Ferfer (Feerfeer), aux confins méridionaux de la province, n'allume véritablement le conflit.

La réaction de Haylä-Sellasé est immédiate et joue sur deux registres: diplomatique vis-à-vis de l'extérieur et militaire à l'intérieur. Le premier va se déployer envers le Kenya tandis qu'à l'intérieur l'empereur, qui juge qu'il n'y a plus d'alternative, se décide à recourir à la force.

Le développement de la crise

La révolte qui se déclenche par des attaques simultanées à l'intérieur de la province et sur sa frontière orientale atteste d'un plan préétabli et coordonné de la part des insurgés. Plusieurs petits postes de police sont pris d'assaut et enlevés par les groupes rebelles. Celui de Mälka, à 20 kilomètres au sud-est de Dägäh Bur, est évacué par sa garnison après de sérieuses pertes; de nombreuses embuscades sont tendues aux éléments envoyés en renfort. Sur la frontière, des bandes venues de Somalie lancent trois attaques sur les postes frontaliers de Geru, à 80 kilomètres au sud-est de Géladi, de Gesuser, 50 kilomètres au nord de Ferfer.

Bien que les troupes éthiopiennes ripostent avec vigueur, leur réaction est trop tardive. Elles ne parviennent pas à accrocher sérieusement des rebelles qui, une fois leurs opérations réalisées, se fondent dans la brousse ou se replient en Somalie. Plus préoccupant encore, ces succès des insurgés encouragent la révolte qui gagne progressivement la plupart des tribus darod. Les éléments réfugiés audelà de la frontière se rangent sous les ordres de Mukhtar Dahir, l'ex-chef de district qui prend le titre de «chef de l'armée de Libération» et constitue un

^{1.} En particulier l'article préliminaire de la Charte proclamant «l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation».

«gouvernement provisoire de l'Ogadén». Pendant les mois de juin et de juillet, ses bandes harcèlent les forces éthiopiennes, tendent des embuscades sur les pistes et s'emparent même de quelques villages dans les environs de Dig et de Dägäh Bur.

Soucieuses de minimiser l'ampleur du soulèvement au regard des instances internationales, les autorités éthiopiennes font le silence sur cette agitation intérieure. Reste qu'alerté par le commandant de la 3° Division, le ministère de la Défense Nationale décide l'envoi de renforts: le bataillon de parachutistes de Réserve Générale est largué au sud-est de Dägäh Bur et la 10° Brigade rejoint l'Ogadén pour prêter main-forte à la 9° déjà implantée; des unités de chasseurs, de bombardiers légers et d'avions d'observation sont déplacées vers les aérodromes de Diré Daoua et de Käbrä Dehar. Le général Abbäbä Wäldä-Mäsqäl, commandant la 3° Division, prend la direction des opérations et installe son poste de commandement à Dägäh Bur. La répartition des missions est claire: «les forces militaires devront tenir les points sensibles, assurer la sécurité des itinéraires et contrôler la frontière»; les opérations «destinées à débusquer les rebelles» seront effectuées par les forces de police.

Très vite toutefois ces dernières se révèlent incapables d'assumer convenablement leur mission. Devant leur manque de mordant, les bandes rebelles qui se renforcent prennent assurance et audace. À la fin du mois de juillet, un camion de la compagnie pétrolière allemande *Elwerath* escorté par des soldats tombe dans une embuscade. Plusieurs hommes sont tués.

La réaction des forces gouvernementales

Face à une situation qui se détériore, l'empereur ordonne à ses troupes de passer à l'action et d'écraser la révolte le plus rapidement possible. Les opérations commencent dans la région située entre Dägäh Bur et Awaré (Awareh). Dès les premiers coups portés par les forces armées, les groupes rebelles se débandent. Certains refluent vers l'ouest et se réfugient dans les massifs qui bordent le wabi Erer et le wabi Shabeelle. Pourtant, la tentative gouvernementale pour les encercler et les réduire se solde par un échec. Ces bandes qui restent très agressives et pugnaces parviennent même à se réorganiser. À tel point que les avantages que leur procurent leur parfaite connaissance du terrain, leur fluidité et l'appui de la population leur permettent d'obtenir encore quelques succès. Il est vrai que face à elles sont déployées des unités régulières certes bien équipées mais assez peu manœuvrières. Réticentes à sortir des pistes et à s'engager dans le bush, elles manquent par-dessus tout de moyens de liaison et de transmissions. La zone de guérilla atteint ainsi son maximum d'extension aux environs du 15 août.

La reprise du contrôle de l'Ogadén par les forces éthiopiennes

Prenant rapidement la mesure de leurs déboires, les Éthiopiens s'organisent et tentent de se renforcer. Le 25^e Bataillon de la 5^e Brigade est envoyé sur les lieux. En sus, le commandement se risque à mettre sur pied une force supplétive

de mille guerriers recrutés parmi les tribus voisines considérées comme fidèles, tentative qui se solde par un échec. Les irréguliers dont le nombre ne dépassera pas six cents hommes se montrent d'emblée indisciplinés et pillards. Pis encore, certains désertent en emportant leur arme.

Prenant conscience du caractère particulier de la guérilla qui lui est imposée, le commandement éthiopien prend le parti de modifier radicalement sa stratégie. Suivant en cela les recommandations de ses conseillers américains et israéliens, il adapte ses moyens à l'ennemi et au terrain. Des task forces mobiles dans lesquelles entrent des éléments de la police sont mises sur pied pour pourchasser les rebelles tandis que se poursuit l'occupation méthodique des localités et des points d'eau. Le long de la frontière et autour des régions d'accès difficile, des zones interdites isolent l'ennemi tant de l'extérieur que de ses refuges. La population fidèle est regroupée et ravitaillée par l'armée. À partir du ciel, l'aviation reste active. Non seulement elle surveille le terrain mais elle mitraille aussi les campements des dissidents, décime les troupeaux et bombarde les points suspects: une sanglante terreur règne sur la province révoltée.

Au fil des jours, les pertes des insurgés se font de plus en plus sévères. Les bandes pourchassées se trouvent maintenant à court de munitions. Coupées de la population qui fuit les représailles, elles doivent se disloquer, franchir la frontière ou se réfugier dans les zones les plus difficiles d'accès qui sont les plus déshéritées aussi. Plusieurs chefs sont tués ou blessés, d'autres gagnent la Somalie pour y quémander de l'aide, en armement et en munitions notamment. Mukhtar Dahir adresse aux tribus Issaq, Gadaboursi (Gadabuursi) et même aux Issa (Ciise) des appels à la révolte qui ne sont pas entendus. Blessé et traqué, il doit finalement lui-même se replier en Somalie afin d'y recevoir des soins. Avant de partir cependant, le chef rebelle somme une dernière fois les autorités éthiopiennes d'évacuer l'Ogadén avant la fin du mois de septembre, faute de quoi les combats reprendront.

Les conséquences du conflit

Aussi véhémentes soient-elles, ces menaces ne peuvent empêcher les forces gouvernementales de maîtriser la situation à la mi-septembre. Seuls quelques harcèlements de convoi et de timides tentatives de sabotage attestent encore de la présence de certains éléments irréductibles. Une réorganisation des forces de police est entreprise de façon à libérer les unités militaires engagées. Vers la fin du mois, la 10° Brigade rejoint effectivement ses cantonnements dans la province du Harärgé. Le départ des parachutistes venus en renfort et le retrait du 25° Bataillon sont annoncés pour le mois suivant.

Le rapide succès éthiopien se fonde sur deux causes majeures. Il apparaît tout d'abord que les rebelles n'ont pas disposé des soutiens extérieurs auxquels ils s'attendaient: en effet, après quelques protestations de pure forme adressées à Addis Abäba, le gouvernement somalien s'est finalement défaussé. Il n'a apporté ni concours matériel crédible ni appui moral significatif à la rébellion, prenant ainsi soin de ne pas envenimer les relations avec son puissant voisin. Dans ces conditions et compte tenu de la position très forte qu'occupe l'Éthiopie aux

Nations unies, aucune puissance ne s'est par ailleurs risquée à soutenir la cause des insurgés. Lorsque ceux-ci ont été présentés par la propagande impériale comme des « brigands » et des « pillards », personne ne s'en est publiquement offusqué. C'est pourquoi, en dépit de l'aide relativement importante apportée par leurs sympathisants de l'ex-Somaliland et des partis de l'opposition, les rebelles se sont sentis abandonnés. Plus encore, ils se sont sentis trahis par les gouvernements de Mogadiscio et du Caire dont ils espéraient un soutien sans réserve.

La seconde raison du succès éthiopien tient aux méthodes expéditives mises en œuvre par les militaires. Si les représailles exercées sur les tribus ont bien fourni des hommes à la révolte, saisies et destructions systématiques des troupeaux ont surtout fortement agi sur le moral des nomades dont le campement et le bétail constituent l'unique bien.

Car cet engagement, pour rapide qu'il ait été, a laissé sur le terrain des traces douloureuses. Le pays a énormément souffert. Femmes, vieillards et enfants se sont enfuis en Somalie où ils posent le difficile et délicat problème des réfugiés. Une partie des hommes les ont maintenant rejoints et partagent leur dénuement, une autre partie se terre dans la brousse. Les troupeaux sont décimés. La maigre infrastructure administrative de la province a été balayée. Tous les fonctionnaires somali ont abandonné leur poste à deux exceptions près, les gouverneurs des districts de Fiq et de Kälafo. Encore que finalement, craignant maintenant pour leur vie, ils se décident le 20 septembre à rejoindre à leur tour Addis Abäba. Dans les bourgades, les commerçants sont partis. Les routes sont souvent coupées et restent peu sûres.

Il résulte de tout cela que la haine de l'Éthiopien et la soif d'indépendance demeurent intactes. C'est pourquoi, si depuis le milieu du mois d'octobre un calme relatif règne à nouveau sur la région, chacun s'accorde à dire que les forces vives de la rébellion sont loin d'avoir été réellement détruites. Certes, les bandes ont subi des pertes sensibles; mais l'armement récupéré est insignifiant et le nombre des prisonniers faible. Aucune soumission collective n'a été enregistrée. Pour que renaisse ne serait-ce qu'une guérilla larvée, seul manque un chef dont le prestige serait suffisant pour brandir le drapeau de la révolte. Quand Mukhtar Dahir rentre en Ogadén au cours de la première semaine d'octobre 1963, les nomades voient immédiatement en lui l'homme qui va relancer la rébellion. Chacun se demande cependant quelles assurances ou quelles dérobades il a pu rencontrer auprès des dirigeants de Mogadiscio avec lesquels on sait seulement que ses contacts ont été nombreux.

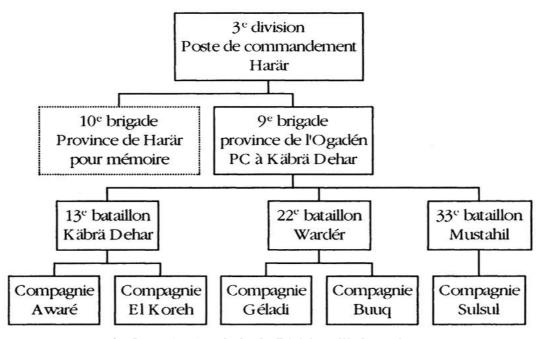
De son côté, l'état-major de l'armée impériale a dégagé certains enseignements de la campagne. Il a réalisé qu'il devait augmenter la mobilité de ses troupes par une dotation plus importante en véhicules tous chemins et tous terrains. Il s'est aussi rendu compte qu'il lui fallait améliorer ses liaisons radio et accroître les capacités de ses reconnaissances aériennes. Les petits postes isolés ou trop vulnérables sont remplacés par des postes plus importants disposant de réserves mobiles. Plus généralement, le haut commandement a compris combien la fonction «renseignement» requérait réorganisation et amélioration et combien les infrastructures terrestres et aériennes nécessitaient développement et aménagements.

L'affrontement avec la Somalie

À la fin de l'année 1963, alors que chacun fourbit encore ses armes, ce qui n'était jusque-là qu'une révolte interne confortée par l'étranger se transforme soudain en conflit inter-étatique.

En dépit de l'impression d'apaisement qui a prévalu à la fin de l'été, de nouveaux incidents se produisent les 11 et 12 octobre 1963 à Djigdjiga et à Daba Gorayeleh sur les marches septentrionales de la province. L'empereur rameute aussitôt l'opinion internationale. En pleine guerre froide, le moment est favorable. Haylä-Sellasé dénonce non seulement les ambitions somaliennes mais révèle encore que derrière ces velléités qu'étaye un développement disproportionné de l'armée de Mogadiscio, il y a l'Union soviétique. L'intervention impériale ne reste pas sans effets le 10 décembre, l'Italie déclare suspendre toute assistance militaire à la Somalie. Le même jour, un message du Kremlin s'empresse de donner à l'empereur l'assurance que les fournitures russes à la Somalie ne dépassent pas les besoins de sa sécurité intérieure...

La crise franchit encore une nouvelle étape avec les affrontements qui opposent la police éthiopienne aux troupes somaliennes du 12 au 15 janvier 1964. Les relations entre les deux pays sont maintenant détériorées au point de se transformer en hostilités déclarées. Au cortège habituel des incidents de faible intensité s'ajoutent aujourd'hui des accrochages beaucoup plus violents. Véritables batailles, ils nécessitent l'engagement d'unités du volume de la compagnie voire – dans un cas du côté éthiopien – du bataillon².



2. Organisation de la 3^e Division d'infanterie.

^{1.} Une conférence des ministres des Affaires étrangères de l'OUA se déroule du 13 au 18 novembre 1963 à Addis Abäba.

^{2.} Soit respectivement cent et quatre cents hommes environ.

À Addis Abäba, de nouvelles dispositions sont prises. L'empereur a nommé depuis le mois de décembre 1963 le général Aman Mikaél Andom commandant en chef de la 3^e Division et l'a chargé de la défense de la région menacée. À la mi-janvier, les accusations et contre-accusations de violation de l'espace aérien font place à des attaques avérées de postes frontières. Les 6 et 7 février 1964, de violents combats s'engagent près de Tog Wajaale. L'état d'urgence est décrété le lendemain. Trois bataillons sont envoyés en renfort tandis que la plus grande partie de l'aviation éthiopienne est regroupée sur la plate-forme aéroportuaire de Diré Daoua. Les affrontements s'étendent maintenant au nord-est, au sud-est et au sud de la province, sur les routes qui mènent de Djigdjiga à Tog Wajaale et à Täfäri Berr, dans la vallée du webi Shabeelle en amont de Ferfer et dans la vallée du Juba (webi Gennaule) au nord de Dolo (Doloow). Ces combats durent jusqu'au 10 février. Après que les troupes somaliennes seront repoussées au-delà de la frontière, les incidents se poursuivront tout le long de celle-ci jusqu'au 18 du mois.

Entre-temps, le 9, le gouvernement éthiopien a saisi l'OUA. Dans la perspective de la réunion de l'organisation interafricaine qui doit se tenir à Dar assalâm, la représentation éthiopienne hausse d'emblée le ton et change le registre de ses récriminations: il ne s'agit plus de « bandits et d'infiltrations » mais d'une « attaque déclenchée par les forces armées de la république voisine », d'effectifs importants – « deux mille hommes » –, de « pertes élevées » – cent tués et deux cents blessés – et de « la prise chez l'ennemi d'un matériel assez considérable » lequel est effectivement exposé à l'aplomb de ces allégations.

Un accord de paix difficile

Pour ne pas rester sur ces insuccès patents, la Somalie tente de provoquer une réaction à l'intérieur de l'Éthiopie. La radio diffuse depuis Mogadiscio des émissions en oromo appelant maintenant ceux-ci à la révolte. En dépit des provocations, Haylä-Sellasé témoigne d'un grand sang-froid politique et donne à son armée l'ordre de ne pas sortir des frontières.

Au début de l'année 1964, l'empereur a également obtenu que le Soudan s'entremette afin de seconder les efforts de l'OUA, intervention qui n'est pas forcément dans la nature des choses. En agissant de la sorte, le monarque remporte un succès qui lui assure le soutien de l'organisation panafricaine. Le 15 février en effet, une résolution du Conseil lance un appel aux deux protagonistes pour qu'ils fassent taire leurs armes et mettent fin à la guerre de propagande menée par leurs radios.

À Lagos au Nigeria, la question du conflit figure à l'ordre du jour de la conférence des ministres africains des Affaires étrangères qui s'ouvre le 24 février. Les conversations se soldent toutefois par un échec. Les négociations achoppent en particulier sur la question du contrôle de la frontière par des observateurs venus d'autres pays. Un cessez-le-feu approximatif finit néanmoins par être accepté le 1^{er} mars. De leur côté, au cours de la première quinzaine du mois, le Soudan et le Maroc se sont acquittés de leur mission de bons offices en obtenant pour le 18 une promesse de pourparlers à Khartoum.

Les invitations à participer à un accord de paix, dans le cadre de la charte de l'OUA, sont envoyées aux protagonistes.

Les combats tardent pourtant à s'arrêter véritablement. Au mépris de la résolution de l'Organisation et alors que les négociateurs sont déjà en place, quelques attaques sont de nouveau lancées par les troupes somaliennes entre le 26 et le 30 mars. Les pertes sont moins lourdes il est vrai que quelques semaines auparavant mais il est encore fait de part et d'autre usage de blindés et d'avions. À Mogadiscio, la guerre des ondes n'a pas cessé. Haylä-Sellasé, habilement cantonné dans une posture défensive, contient la colère de ses militaires qui ont préparé une opération sur Hargeisha. L'empereur, qui maîtrise parfaitement les ressorts de la politique internationale, entend bien se conformer strictement aux décisions de l'OUA. Dernier débordement peut-être, la Somalie annonce le 31 mars un ultime bombardement de la capitale régionale de l'ancien Somaliland par l'aviation éthiopienne.

Entre-temps, les ministres des Affaires étrangères, Abdullahi Issa et Kätäma Yefru, se sont rencontrés le 24 à Khartoum. Leurs entretiens aboutissent le 30 à un arrangement qui est signé le 1^{er} avril. L'accord porte sur:

- la réaffirmation du cessez-le-feu;
- la création à partir du 1^{er} avril d'une zone démilitarisée de six à dix milles de part et d'autre de la frontière, zone dont la définition doit être achevée le 6 avril;
 - la nomination d'une commission mixte de contrôle du retrait;
 - la cessation de toute propagande hostile à dater du 2 avril;
- la reprise de négociations directes sur la controverse avant la prochaine conférence de l'OUA.

Dès lors les choses vont bon train. Les forces de sécurité se retirent le 8 avril et la commission achève sa tâche le 30 mai.

Le problème de l'Ogaadeen demeure entier.

Il n'en demeure pas moins que les fondements du conflit demeurent. En ce début des années soixante, Haylä-Sellasé a certes montré « de la longanimité, de la maîtrise de soi et une patience résolue ¹ ». Pourtant, plus qu'ailleurs peut-être, la politique d'assimilation tentée par le Roi des rois a abouti à un échec. L'hostilité des populations périphériques à l'égard du centre choan n'a pas diminué, loin s'en faut. Seule la détermination et la vigueur de la riposte puis de la répression ont été de nature à faire fléchir les guerriers nomades.

Si cette courte guerre a permis à l'Éthiopie d'entretenir des relations plus étroites avec les autres pays de l'Afrique orientale, le problème de l'irrédentisme somali paraît toujours impossible à résoudre dans sa globalité. Le règlement du différend au sommet du Caire a bien échoué parce que Mogadiscio réfutait la résolution établissant l'obligation de respecter les frontières telles qu'elles existaient au moment des indépendances.

Le 15 juillet 1964, la chute du gouvernement somalien écarte momentanément la question somalo-éthiopienne de l'agenda de la conférence. La mise en

^{1.} Discours d'Aklilou Habtä-Wäld du 5 mai 1964, cité par JUNIAC. 1979, pp. 287-288.

place d'une nouvelle équipe laisse bien espérer quelques possibilités d'ouverture. Elles ne se concrétiseront pas. La Somalie campe sur ses positions et l'impasse va s'éterniser. Le programme du nouveau gouvernement formé un mois plus tard accorde toujours la priorité au problème de l'autodétermination des Somali vivant hors du pays. Sur le plan international, il réaffirme la poursuite d'une politique de non-alignement au regard de la solidarité africaine. La position n'a donc pas fondamentalement changé à l'endroit des mouvements irrédentistes. Un appel personnel de Haylä-Sellasé afin que Mogadiscio respecte les frontières internationales et n'interfère pas dans les affaires de ses voisins ne suscite aucune réaction dans la capitale somalienne.

À la fin de l'année 1964, un autre acteur vient à son tour envenimer la dispute: la Conférence islamique mondiale appelle à la restitution à la Somalie de «ces territoires frontaliers sous le contrôle de l'impérialisme chrétien». Une telle déclaration provoque naturellement les plus vives réactions en Éthiopie.

Aussi les relations entre les deux pays resteront-elles toujours inamicales. Malgré les conversations tenues par leurs ministres des Affaires étrangères à New York en décembre et en dépit des tentatives pour reprendre les négociations à Khartoum en mai 1965, peu de progrès seront accomplis. Les réunions de la commission mixte des frontières qui avaient été annoncées ne se concrétiseront pas.

Parfois aggravée d'escarmouches sanglantes, la tension perdurera, d'autant plus menaçante que les forces terrestres et aériennes somaliennes ne cesseront de se renforcer avec l'aide de l'Union soviétique. Quand la guerre reprendra douze années plus tard, en 1977, la Somalie cherchera une fois encore mais en vain à profiter de l'affaiblissement du pouvoir central éthiopien pour s'emparer des terres somali de l'Ogadén. Ce faisant elle contribuera surtout à apporter au därg sa légitimité.